

## MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE



35 rue Henri Turlet  
59300 AULNOY-LEZ-VALENCIENNES

# FOURNITURE, TRAVAUX ET MAINTENANCE EN MATIERE DE VIDEOPROTECTION

## REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Date limite de remise des offres : **LUNDI 29 JUIN 2026 – 12h00**

Dossier de consultation à télécharger sur : <https://marchespublics596280.fr>

## 1. **ACHETEUR PUBLIC**

### **Ville d'Aulnoy-Lez-Valenciennes**

Hôtel de Ville, 35 rue Henri TURLET

59300 Aulnoy-lez-Valenciennes

Tél : 03.27.33.56.66

Courriel : [mairiesecretariat@aulnoylezvalenciennes.fr](mailto:mairiesecretariat@aulnoylezvalenciennes.fr)

Profil acheteur : <https://marchespublics596280.fr>

## 2. **ECHANGES ET COMMUNICATION AVEC LES CANDIDATS**

Toutes les communications et tous les échanges d'informations avec les candidats dans le cadre de la procédure de passation seront effectués par voie électronique uniquement. Il en est de même pour les échanges administratifs liés à l'exécution du marché (modification, déclaration de sous-traitance, ...)

Aussi il est impératif que le candidat transmette dans son dossier de **candidature une adresse mail valide et consultée.**

## 3. **OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet la fourniture, les travaux et la maintenance en matière de vidéoprotection.

CODE CPV :

- 32323500 : système de surveillance vidéo

## 4. **ETENDUE DE LA CONSULTATION**

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles suivants :

- L2123-1 et R2123-1 à R2123-8 du Code de la commande publique (procédure adaptée)

## 5. **ALLOTISSEMENT**

Conformément aux articles L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du Code de la commande publique, la présente consultation n'est pas allotie car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 6. **TRANCHES**

Sans objet.

## 7. **PHASES**

Sans objet.

## 8. **FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT**

Conformément aux articles R2142-19 et R2142-20 du Code de la commande publique, les

groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation de marchés sous deux formes :

- Soit **conjoint** lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ;
- Soit **solidaire** lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Conformément à l'article R2142-23 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

## **9. DUREE ET MONTANT DU MARCHE**

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de la réception de la notification par le titulaire, renouvelable tacitement deux fois un an soit une durée totale maximum possible de trois ans.

Le marché est conclu pour les montants suivants :

- Minimum : Sans minimum
- Maximum : 120 000 € HT sur toute la durée possible du marché

## **10. VARIANTE**

La présentation de variante est interdite.

## **11. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE**

Sans objet.

## **12. VISITE DE SITE**

Sans objet.

## **13. OPTIONS**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, de passer sous forme de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence des marchés de services ou travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché.

Le marché est reconductible trois fois un an soit une durée totale maximum possible de quatre ans.

## **14. SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire du marché peut sous-traiter certaines parties du marché dans les conditions décrites dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

## **15. MODE DE REGLEMENT**

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement administratif.

## 16. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 150 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## 17. DOSSIER REMIS AUX CANDIDATS

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le dossier candidature comprenant :
  - Modèle DC1
  - Modèle DC2
  - Modèle DC4
  
- Le dossier offre comprenant :
  - **L'acte d'engagement (AE)**
  - Le **bordereau des prix unitaires (BPU)**
  - Le **cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**
  - Le **cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** et ses annexes :
    - Aide-mémoire « remblayage des tranchées et réfection des chaussées »
    - Règlement interdépartemental de la voirie - octobre 2014
    - Note d'information « remblayage des tranchées et réfection des chaussées » - juin 2007
  - Le **détail quantitatif estimatif fictif (DQEF)** non-contractuel
  
- Le présent **règlement de consultation (RC)**

## 18. ETABLISSEMENT DES OFFRES

### 18.1. Eléments exigés pour la candidature :

	Éléments à joindre par le candidat suivant le mode de candidature choisi
1	- Lettre de candidature <b>DC1</b> (modèle transmis)
2	- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement <b>DC2</b> (modèle transmis)
3	En cas de sous-traitance d'une partie des prestations, et pour chaque sous-traitant, une déclaration de sous-traitance <b>DC4</b> (modèle transmis)
4	- <b>Redressement judiciaire du candidat</b>
5	- <b>Descriptif de la société</b> : (Nom, adresse, n° de téléphone, adresse mail)
6	- Déclaration du <b>chiffre d'affaires global et du chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché</b> des trois derniers exercices disponibles
7	- Déclaration des <b>effectifs</b> moyens annuels et importance du personnel d'encadrement des trois dernières années

8	Références pour des prestations similaires <b>Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé</b>
9	- Déclaration de l' <b>outillage, le matériel et l'équipement technique</b> dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
10	- <b>Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales.</b>
11	Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail
12	Qualifications/Compétences attendues : <b>Génie civil réseaux secs</b> <b>Installation, maintenance réseau vidéo-protection</b> <b>Installation, maintenance de réseaux électriques basse tension</b> <b>Courant faible (fibre optique, Ethernet, radio) / courant fort (BT)</b>
13	<b>Facultatif :</b>  <i>FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA POLITIQUE EGALITE DE LA STRUCTURE CANDIDATE</i>

Conformément à l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un e-DUME établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le DUME, en lieu et place de tous les documents listés ci-dessus.

## **18.2. Documents relatifs à l'offre technique et commerciale**

**IMPORTANT** : Chacun des documents demandés ci-dessous ainsi que tous les renseignements qu'ils requièrent sont indispensables à l'analyse des offres. En leur absence, l'offre ne pourra être valablement examinée.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

### **Pièces demandées :**

1	L'acte d'engagement (AE) à compléter, dater et signer (pas obligatoire) par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché ;
2	Le <b>Bordereau des Prix unitaires</b> (BPU) à compléter et à remettre si possible en format Excel ;
3	Le <b>Détail Quantitatif Estimatif Fictif</b> (DQEF) à compléter et à remettre si possible en format Excel ; (non-contractuel)

4	<p>Un <b>mémoire technique</b> dans lequel le candidat détaille précisément comment il compte réaliser les prestations attendues, comprenant au minimum :</p> <p>Méthodologie de travail et d'exécution des prestations et notamment méthodologie du (des) prestataire(s) pour mener à bien :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les opérations de déploiement sur plusieurs typologies de site pour différents maitres d'ouvrage</li> <li>- la maintenance du réseau de vidéo protection sur plusieurs sites pour différents maitres d'ouvrage</li> </ul> <p>Organisation, qualifications et expérience de l'équipe dédiée et notamment interlocuteur, personnels en charge de la réalisation des travaux d'installation du réseau vidéo protection et personnel en charge du raccordement des équipements, de la mise en service, du paramétrage et de la maintenance du réseau de vidéoprotection</p> <p>Moyens matériels et techniques pour la réalisation du génie civil, travaux dans bâtiment, raccordement des équipements</p>
5	<p>Les fiches techniques des matériels proposés.</p> <p>Sont ici concernées les références du BPU suivantes :</p> <p>Toutes les caméras urbaines : réf. 158 à 170  Toutes les caméras d'intérieur : réf. 171 à 181  Les accessoires caméras suivants : réf 182 à 187  Les connectiques suivantes : réf 260 à 273  Liaison Wifi point à point suivante : réf 278  Tous les serveurs : réf 282 à 286  Tous les switchings : réf 287 à 293  Les postes d'exploitation suivants : réf 356 à 359 et 362 à 364</p>

En cas de groupement conjoint ou solidaire, les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché. Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

**Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le CCAP, le CCTP et ses annexes ainsi que le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par l'administration.**

## 19. REMISE DES OFFRES DEMATERIALISEES

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :**  
**LUNDI 29 juin 2026 à 12h00, délai de rigueur.**

### 19.1. Modalités de réception des offres

Conformément aux articles L2132-2 et L2332-2 du Code de la commande publique, les offres devront **être transmises par voie électronique uniquement** sur le profil acheteur soit : <https://marchespublics596280.fr>

 **OFFRE PAPIER = REJET**

### **Pour transmettre votre réponse électronique, il suffit :**

1. Après avoir réalisé les actions préalables, d'accéder à la consultation et de cliquer sur (voir mode opératoire de la plateforme)  
Pour un premier dépôt ou toute question sur l'utilisation de la plateforme de dépôt :  
<https://marchespublics596280.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>
2. Sur l'espace de réponse, après avoir accepté les conditions d'utilisation, de joindre son dossier d'offre (candidature + offre), puis de cliquer sur (voir mode opératoire de la plateforme).
3. Un mail de confirmation sera envoyé.

L'offre devra être transmise avant la date et l'heure indiquées ci-dessus ;  
Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;

Les documents à fournir, conformément à l'article 18 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques

Seuls les formats de fichiers informatiques de types zip, 7z, rar, odt, pdf, mov, pptx, jpg, avi, txt, docx sans macro, .doc sans macro, xls sans macro seront acceptés, leurs noms devront être suffisamment explicites ;

En cas de signature électronique les documents seront revêtus d'une signature électronique sécurisée conformément au décret 2017-1416 du 28 septembre 2017.

### **19.2. Copie de sauvegarde**

Conformément à l'article R2132-11 du Code de la commande publique, les candidats peuvent adresser à l'appui de leur offre électronique, une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique **sur support physique électronique uniquement.**

La copie de sauvegarde devra être remise dans un pli scellé comportant la mention lisible :  
«*Copie de sauvegarde* ».

Elle doit être envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres à l'adresse suivante :

**Ville d'Aulnoy-Lez-Valenciennes**  
Hôtel de Ville, 35 rue Henri TURLET  
59300 Aulnoy-lez-Valenciennes  
Tél : 03.27.33.56.66

L'enveloppe porte la mention :

« **Marché ALV-26-01 – VIDEOSURVEILLANCE** (Copie de sauvegarde) - PLI A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER ».

La copie de sauvegarde s'entend comme le duplicata de l'offre envoyée par voie dématérialisée.

Elle sera ouverte :

- Lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée.
- Lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée ne sont pas parvenues dans les délais impartis de remise (indépendamment de la société) ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le pouvoir adjudicateur (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de remise).  
Si le recours à cette copie n'a pas été nécessaire, l'acheteur procède à sa destruction.

## **20. ANALYSE DES CANDIDATURES**

En application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats dont les pièces ou informations réclamées au titre de la candidature seraient absentes ou incomplètes, de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous (il ne s'agit en aucun cas d'une obligation pour le pouvoir adjudicateur qui avisera en fonction notamment du nombre de candidatures).

Il est donc vivement conseillé aux candidats de s'assurer de la complétude de leur candidature et d'avoir respecté les exigences minimales requises.

La présente consultation étant passée selon une procédure adaptée ouverte, toutes les candidatures complètes seront déclarées recevables.

**Ne seront pas admises :**

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R2143-3, R2143-5 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique ;
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R2143-4 et R2143-5 du Code de la Commande Publique ;
- Les candidatures ne présentant pas des garanties techniques et financières suffisantes.

## **21. JUGEMENT DES OFFRES**

Conformément à l'article R2152-1 du Code de la commande publique, sont éliminées :

- Les **offres inappropriées** (selon l'article L2152-4 du Code de la commande publique, il s'agit d'une *offre qui apporte une réponse sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation*).

- Les **offres irrégulières** (selon l'article L2152-2 du Code de la commande publique, il s'agit d'une *offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation*).  
Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire une demande de régularisation conformément à l'article R2152-2 du Code de la commande publique auprès de tous les candidats concernés, dans la mesure où :

- Elles ne sont pas anormalement basses,

- Cette régularisation ne bouleverse pas l'économie de l'offre,
- Cette régularisation ne constitue une modification substantielle ni significative de l'offre.

- Les **offres inacceptables** (selon l'article L2152-3 du Code de la commande publique, il s'agit d'une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminé et établis avant le lancement de la procédure).

**Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues à l'article R2152-7 du Code de la commande publique.**

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économique la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés et pondérés comme suit :

**CRITERE n° 1 : PRIX**, apprécié au regard du montant total € TTC du DQEF : **50%**

**CRITERE n° 2 : MOYENS MATERIELS, QUALIFICATIONS ET MOYENS TECHNIQUES**, appréciés au regard du mémoire technique du candidat : **15%**

**CRITERE n° 3 : VALEUR TECHNIQUE**, appréciée au regard de la méthodologie de travail et d'exécution des prestations détaillée dans le mémoire technique du candidat : **20%**

**CRITERE n° 4 : QUALITE DES MATERIELS PROPOSES ET DELAIS DE LIVRAISON**, appréciés au regard des fiches techniques et de la somme des délais de livraison maximum proposé dans le bordereau de prix unitaires **15%**

## **22. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements administratifs ou techniques qui leur sont nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent faire parvenir au plus tard 6 jours francs avant la date limite de remise des offres, leur demande écrite via la plateforme acheteur ou à l'adresse suivante : [mairiesecretariat@aulnoylezvalenciennes.fr](mailto:mairiesecretariat@aulnoylezvalenciennes.fr)

## **23. MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Le candidat devra alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par le candidat, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **24. PIECES EXIGES DU CANDIDAT RETENU SUITE A LA RECEPTION DU COURRIER D'ATTRIBUTION DU MARCHE**

- L'acte d'engagement signé ;
- En cas de sous-traitance annexée à l'offre, le formulaire DC4 signé ;
- Tout document permettant de justifier la capacité juridique du signataire de l'offre ;
- Tout document permettant de justifier que l'attributaire pressenti ne rentre dans aucun des cas d'exclusions de la procédure de passation du marché mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du Code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance en cours de validité couvrant les prestations objet du marché ;

- Une attestation de régularité fiscale de moins d'un mois concernant l'IS et la TVA (en cas de candidature d'une filiale, les attestations à produire sont celles de la société fille et de la société mère) ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés soumis à autorisation de travail de moins de 6 mois ou une déclaration sur l'honneur de non-emploi de salariés étrangers ;
- En cas d'opérateur économique qui détache ses salariés, les conditions d'établissement des salariés étrangers ;

## 25. RGPD

Les informations recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à gérer la passation, l'exécution et la gestion financière des marchés publics d'Aulnoy lez Valenciennes. Leur durée de conservation, liée à la procédure de consultation, est soumise aux règles d'archivage des dossiers des marchés publics. Les destinataires des données sont les services de la commune chargée de la passation, de l'exécution et de la gestion financière des marchés publics.

Conformément au Règlement général sur la protection des données à caractère personnel en vigueur, le candidat bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent. S'il souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations le concernant, il peut s'adresser à :

- Contact référent RGPD : [dpo@valenciennes-metropole.fr](mailto:dpo@valenciennes-metropole.fr)

## 26. PROCEDURES ET INFORMATION SUR LE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est le :

**Tribunal Administratif de Lille** 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 59014 Lille Cedex Tél. : 03 59 54 23 42 (*Grefe des procédures d'urgence*)  
 Courriel : [grefe.ta-lille@juradm.fr](mailto:grefe.ta-lille@juradm.fr) Site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr> SIRET : 175 900 034 000 26

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Recours pour excès de pouvoir prévu à l'article R.421-1 du CJA ;

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats s'adressent au Tribunal administratif de Lille (coordonnées ci-avant).